

**AUCUNE COMPOSANTE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN N'A ETE EPARGNEE  
PAR LA DISCRIMINATION QUI LE FRAPPE DEPUIS PLUSIEURS DECENNIES**

**Par PASSEMA ENDJIAGO F. Président du CACDCA**



Contrairement à la propagande selon laquelle seules certaines populations des deux (2) Préfectures du BAMINGUI BANGORAN et de la VAKAGA ont été victimes de discrimination de la part des différents régimes de traîtres qui ont sévi à la tête de la CENTRAFRIQUE pendant plus d'un demi siècle, il est important de préciser que ces élucubrations journalistiques, d'un autre genre, qui prolongent les mensonges des auteurs de ses propos nauséabonds sont un mépris pour le peuple centrafricain qui a subi et continue de subir dans sa totalité les affres des pratiques fascistes des régimes barbares que nous avons connus depuis 1960.

Toutes les Régions, Préfectures et Sous-préfectures de CENTRAFRIQUE ont été soumises à la destruction systématique et à la discrimination par tous ces régimes de circonstance macabre que nous avons connus. Les arguties tendant à présenter une fraction du peuple centrafricain comme ayant été la seule à avoir été victime de discrimination ne sont qu'insultes, mépris et haine à l'égard du peuple centrafricain dans son ensemble.

Le peuple centrafricain est UN et INDIVISIBLE. L'histoire de la CENTRAFRIQUE n'a aucune trace d'avantage dont aurait bénéficié telle ou telle faction du peuple centrafricain. Tous les différents régimes de malheur qui se

sont illégitimement, abusivement et injustement succédé à la tête de notre pays n'ont rien réalisé qui puisse contribuer à prouver qu'ils ont favorisé les régions de CENTRAFRIQUE dont ils seraient originaires. Ils ont, au contraire, tous, brillés par leur propension à détruire ce qui aurait contribué, aujourd'hui, à faire de la CENTRAFRIQUE un ETAT capable de garantir au peuple le plus élémentaire des droits qui est LE DROIT A LA VIE.

C'est toute la CENTRAFRIQUE qu'ils ont plongée dans l'enfer que nous connaissons aujourd'hui. Tous ces régimes n'ont été que des régimes criminels qui ont commis des crimes de sang, des crimes économiques et des crimes de dénis de démocratie empêchant le peuple centrafricain de se choisir les représentants qu'il mérite. Les Maires, les Conseillers municipaux et les Chefs de Village sont désignés par ces fascistes de régimes de malheur.

Aujourd'hui ce sont des CRIMES CONTRE L'HUMANITE ET DES CRIMES DE GUERRE qui sont en train d'être commis en CENTRAFRIQUE. Aucun individu, aucun groupe d'individus ne peut se targuer du fait qu'il aurait été victime de discrimination pour se mettre à l'abri des suites à donner à de tels crimes. LES CRIMES DE GUERRE ET LES CRIMES CONTRE L'HUMANITE QU'ON EST EN TRAIN DE PERPETRER EN CENTRAFRIQUE SONT IMPRESCRIPTIBLES. Ceux qui font subir au peuple centrafricain ces pires atrocités doivent répondre de leurs actes devant la justice.

On doit cesser de faire de la propagande contre les intérêts du peuple centrafricain qui ne demande qu'à vivre en paix sur la terre de ses ancêtres. Un peuple qui a, comme tous les peuples de la terre, droit à la JUSTICE. Les milliers de SOUDANAIS, TCHADIENS et autres SAHELIENS introduits en CENTRAFRIQUE par les traîtres pour anéantir le PEUPLE AUTOCHTONE DE CENTAFRIQUE et s'emparer de son territoire, doivent être neutralisés afin qu'ils puissent répondre de leurs actes devant la justice.

La communauté internationale s'honorerait en mobilisant les moyens humains, matériels et logistiques qui soient à la hauteur du drame que le peuple centrafricain est en train de subir, jusqu'à l'établissement d'un ETAT.

Les Centrafricains résidant hors de CENTRAFRIQUE sont invités à demander aux gouvernements des pays européens dans lesquels ils résident à se conformer aux résolutions des NATIONS UNIES demandant la mise à disposition des forces des NATIONS UNIES des contingents pour aider à neutraliser ces hordes d'assassins et de criminels qui sévissent impunément

dans notre pays. C'est ce que nous avons toujours fait à l'égard du gouvernement de la République française.

Le Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA) invite tous les CENTRAFRICAINS à se rapprocher les uns des autres, sans tarder, pour constituer un front uni, afin de RECONQUERIR NOTRE DROIT A LA VIE, A LA DIGNITE ET AU RESPECT.

(07 décembre 2013)